



COMMUNIQUE DE PRESSE

UNSEN - CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

La CGT reçue par Peillon : la nécessité d'une mobilisation reste à l'ordre du jour

La CGT Educ'action a été reçue, mardi 5 juin 2012, par le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, avec sa Fédération, la FERC-CGT, et le syndicat CGT de l'Enseignement privé.

- Concernant les stagiaires - Alors que le Conseil d'État a, le 1er juin 2012, annulé l'ensemble des textes concernant la "mastérisation", le ministre se contente d'affirmer que les stagiaires du second degré auront 3 h de décharge. C'est une réponse inquiétante. Pire, le ministre annonce vouloir recruter des retraités pour former les stagiaires !

Nous considérons que nous sommes donc dans une logique bien en-deçà des annonces de campagne.

La CGT Educ'action réaffirme son opposition totale à la réforme mise en place par le gouvernement Sarkozy. Elle défend l'idée d'un concours niveau licence, avec une formation de deux ans payés et débouchant sur un master.

- Concernant les non-titulaires - Notre délégation a réaffirmé sa revendication d'une titularisation de tous, sans condition. Le ministre s'est dit en accord sur notre demande d'une circulaire permettant, dans l'urgence, le réemploi de tous les non-titulaires. Il va, par ailleurs, relancer les discussions concernant le plan Sauvadet, initié par le gouvernement précédent, et qui devrait aboutir à des titularisations.

Le ministre s'est engagé sur la prolongation d'un an des contrats aidés actuels.

La CGT Educ'action prend acte des annonces et demande une concrétisation rapide, en particulier sur le réemploi de toutes et tous.

Au-delà du plan Sauvadet, sur lequel nous demandons la titularisation de tous les personnels éligibles après un simple examen professionnel (ce qui est prévu dans le cadre de cette loi), nous exigeons l'ouverture rapide de négociations sur un plan de titularisation réel sur une base de discussions plus larges et qui concernera tous les précaires.

- Concernant les restitutions d'emploi - Le gouvernement confirme son travail sur 60 000 emplois sur le quinquennat et sur 1 000 emplois en urgence à la rentrée 2012 pour le premier degré, plus particulièrement les RASED.

La CGT Educ'action prend acte de ces annonces mais considère qu'elles sont insuffisantes.

Elle rappelle sa demande d'une annulation des 80 000 suppressions d'emplois du quinquennat passé et sa demande de création d'emplois nouveaux au regard des besoins importants qui existent.

- Concernant la future loi d'orientation - Les discussions auront lieu dès juillet.

Nous considérons que ce calendrier ne doit pas être un carcan qui empêche un débat large avec les

personnels.

- Concernant les GRETA - En opposition aux personnels mobilisés et à l'intersyndicale, le ministre a rejeté l'idée d'un moratoire sur le passage en GIP des GRETA. Il a plus globalement refusé tout retour sur cette loi qui concerne aussi les CFA publics.

Il ressort de cette rencontre beaucoup d'interrogations et des attentes de réponses concrètes. De fait, selon le ministre, "pas de miracle à attendre" pour les salaires, rien de concret sur les conditions de travail, pas de discussion sur le Service Minimal d'Accueil, sur le jour de carence ou sur ECLAIR...

Pour la CGT Éduc'action, il se confirme que la mobilisation des personnels sera nécessaire pour peser sur les choix politiques du nouveau gouvernement.

Montreuil, le 7 juin 2012